

Contre l'austérité et la loi Macron

Tous en grève le 9 avril !

La situation pour des millions de salariés, retraités et privés d'emploi ne cesse de se dégrader. L'emploi du secteur public et du secteur privé est menacé. Les salaires sont bloqués alors qu'actionnaires et dirigeants comme Carlos Ghosn voient leurs rémunérations exploser.

Mais dans ce contexte, le gouvernement vient de faire le choix (en utilisant le 49-3) d'imposer la loi Macron, dite « pour la croissance et l'activité » qui aura pour conséquences, si elle était appliquée, d'aggraver les inégalités.

Le 9 avril, la CGT, FO, SOLIDAIRES et FSU appellent à des grèves et des manifestations partout en France pour en finir avec l'austérité et pour s'opposer à la loi Macron.

Pour l'augmentation générale des salaires public/privé

L'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat est une nécessité sociale. Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, de la valeur du point d'indice dans la Fonction Publique, des pensions et des minimas sociaux, pour en finir avec l'austérité imposée aux salariés alors que les grands patrons, les banques et les actionnaires du CAC 40 engrangent des milliards de profits. Tant de salariés sont dans la galère alors que Carlos Ghosn va engranger 7,2 millions d'euros sur 2014 pour son mi-temps chez Renault.

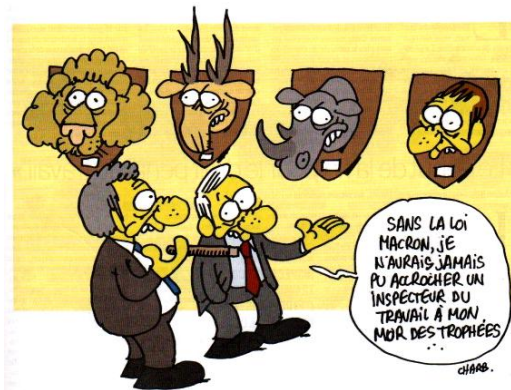


Pour de véritables emplois stables

Il faut en finir avec le chômage et la précarité et donner une priorité à l'emploi avec un vrai contrat de travail, un vrai statut et une vraie stabilité. Ces emplois stables naissent de l'activité économique au service de la satisfaction des besoins de la population, et de l'existence de règles et de normes au plan national, européen et international. L'intérim, la prestation, les contrats précaires, il y en a marre !

Pour le retrait du projet de loi Macron

La Loi dite «Macron» a été adoptée en première lecture par le coup de force du 49-3. Cette loi signifie des privatisations, la destruction du contrat de travail transformé en simple contrat individuel de gré à gré, la banalisation du travail dominical et du travail de nuit (en créant la notion de travail en soirée). Les prud'hommes déjà très attaqués seraient liquidés. De même pour l'inspection du travail. C'est une attaque contre plusieurs des moyens de défense collectifs et individuels des salariés pour lutter contre les licenciements et la dégradation de leurs conditions de travail.



La CGT et SUD Lardy appellent à la grève afin de participer nombreux à la manifestation du 9 avril à Paris qui partira à 13h de Place d'Italie :

Départ collectif depuis le CTL à 12h (rdv devant le CE)
Inscriptions à la descente de la cantine dès aujourd'hui

Pour le retrait du pacte de responsabilité et du pacte d'austérité

Toutes les attaques orchestrées par le gouvernement découlent du «pacte de Responsabilité». Ce pacte est financé par 50 Milliards d'euros de réductions des dépenses publiques et sociales qui remettent en cause davantage encore les services publics, la protection sociale et détruisent massivement l'emploi dans le secteur privé au travers de la diminution de la commande publique. C'est aussi le sens de la réforme territoriale.

Pour la défense du droit du travail

Après l'échec des négociations sur la «modernisation» du dialogue social, Manuel Valls entend légiférer. S'il allait jusqu'au bout, cela constituerait un 49-3 social. Nous ne pouvons accepter la remise en cause des IRP (Institutions Représentatives du Personnel) en particulier avec la disparition des CHSCT par un regroupement des instances dans des DUP (Délégation Unique du Personnel).



Pour le développement des services publics

La mise en place de la réforme territoriale et des Métropoles se fait pour accompagner les politiques d'austérité menées en France et en Europe. Dans cette logique libérale, le maintien et les développements des services publics ne sont pas une priorité avec notamment la fusion et la disparition de certains services.



Nous subissons en tant que salariés les conséquences des politiques d'austérité à tous les niveaux, que ce soit pour nos salaires, pour nos emplois, pour nos conditions de vie ou de travail. Nous voyons autour de nous, dans nos familles, chez nos voisins, quelles en sont les conséquences sur les jeunes privés d'avenir ou sur les plus fragiles qui risquent d'être privés de tout.

Les attaques des directions d'entreprises vont de pair avec des évolutions législatives néfastes pour le camp des salariés. Les réactions qui commencent à naître (pour de véritables AGS chez PSA, chez SAFRAN-Snecma et ailleurs) doivent s'approfondir. Le 9 avril est l'occasion d'exprimer notre colère et de commencer à nous battre pour :

- En finir avec l'austérité
- L'augmentation générale des salaires
- La création massive d'emplois
- Le développement des services publics
- Le retrait du projet de loi Macron et du pacte de responsabilité.

Soyons nombreux à manifester à Paris le 9 avril (départ 13h Place d'Italie)